

Revue de presse - Janvier 2010

En français :

Libération 02/01/2010	2000-2010, le «Libé» de la décennie	p.1
Libération 12/01/2010	Les cinq mythes de la lutte contre le sida	p.2
Le Monde 04/01/2010	Les séropositifs peuvent à nouveau séjourner aux USA	p.5
Le Monde 29/12/2010	Deux homosexuels arrêtés au Malawi après un mariage symbolique	p.5

En anglais :

IRIN Plus News 21/01/2010	KENYA: Special tribunal for HIV-related issues	p.6
IRIN Plus News 21/01/2010	AFRICA: Crackdowns on gays make the closet safer	p.7
Iloubnan.info 01/12/2009	«Connaissez-vous quelqu'un de séropositif? Réfléchissez bien», suggère l'ONG libanaise Think Positive	p. 8

Libération 02/01/2010

Portraits, chiffres, objets, images, mots... Retour sur les événements de ce début de millénaire

SIDA : 22,4 millions

Par SIBYLLE VINCENDON

En Afrique subsaharienne, 22,4 millions de personnes vivaient avec le VIH en 2008 (28,5 en 2001), soit les deux tiers des malades dans le monde. Les actions conjuguées de l'Onusida et du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, fondation créée en 2002 et à laquelle Bill Gates a légué 500 millions de dollars (350 millions d'euros), ont eu des effets significatifs. La prévention progresse et l'accès aux antirétroviraux, quasi nul il y a dix ans, touche désormais 44 % des Africains. **Pourtant, on reste loin de l'accès universel aux soins, engagement pris par le G8 en 2005 et prévu en théorie pour 2010.** Sur le seul continent noir, près d'1,5 million de personnes meurent encore du sida et 2 millions d'autres sont contaminées chaque année. Constante de la décennie, la position de l'Eglise : si Jean Paul II prônait chasteté et fidélité, Benoît XVI a estimé lors d'un voyage en Afrique en mars que *«l'utilisation du préservatif [aggravait] le problème»*.

Les cinq mythes de la lutte contre le sida

Tribune

Par **PETER PIOT** Microbiologiste, ancien directeur de l'Onusida (leçon inaugurale prononcée le 7 janvier au Collège de France pour la chaire internationale «Savoirs contre pauvreté» où il succède à Esther Duflo)

Comme tant d'autres phénomènes, le sida a créé ses propres mythes et rumeurs. Je ne parlerai pas ici des mythes populaires comme la guérison du sida par des rapports sexuels avec une vierge, mais des mythes circulant parmi les experts de tout genre. J'en citerai cinq, venant d'une liste plus longue élaborée récemment avec Michel Kazatchkine.

Le premier mythe est que l'épidémie du sida est sous contrôle, et que de toute façon son ampleur a été surestimée, délibérément ou pas. Je crois avoir démontré à plusieurs reprises qu'avec plus de 2,7 millions de nouvelles infections par le VIH et 2 millions de morts en 2008, l'épidémie est loin d'avoir touché à sa fin. La question de la qualité des estimations de la prévalence et de l'incidence du VIH est plus complexe. Nous avons certes surestimé le potentiel d'extension du VIH en dehors de l'Afrique subsaharienne, même si aujourd'hui une diffusion lente dans la population générale et rapide dans des populations d'homosexuels et d'usagers de drogues est en train de se passer en Asie.

La qualité des estimations épidémiologiques sur le VIH-sida s'est considérablement améliorée grâce à l'extension de la surveillance épidémiologique, surtout les enquêtes démographiques et de santé sur des échantillons très larges qui ont parfois mené à des révisions à la baisse des estimations épidémiologiques. Quant à l'accusation [...] que les chiffres ont été délibérément manipulés à la hausse par l'Onusida, elle ne passe pas un examen même rapide si on connaît la méthodologie de ces estimations, qui impliquent parfois jusqu'à des centaines d'experts. Au moins un de ces experts ne manquerait pas immédiatement de tirer la sonnette d'alerte après la moindre tentative d'intervention politique de la part de l'Onusida ou de l'OMS. Donc pas de conspiration possible !

Un deuxième mythe récurrent est qu'une solution unique et simple arrêtera la diffusion du VIH, que ce soit la circoncision masculine, la réduction du nombre de partenaires concomitants, ou le dépistage pour le VIH de toute une population, suivi par traitement antirétroviral de tous les séropositifs. En plus, ces solutions magiques passent par des modes. Dans sa leçon inaugurale de cette chaire il y a tout juste un an, Esther Duflo dénonçait magistralement cette polarisation et simplification du discours scientifique sur les solutions à la pauvreté. De même, ce refus d'admettre la complexité du sida ne manque pas seulement de rigueur scientifique, mais peut être dangereux. Et des réponses génériques à des problèmes hétérogènes sont un gaspillage d'argent. Si nous avons appris une leçon les vingt-neuf dernières années, c'est que la prévention efficace du VIH dépend du mélange d'interventions adapté à chaque contexte épidémiologique et social, et de la couverture minimalement nécessaire de ce mélange.

Un troisième mythe est que trop d'argent va à la lutte contre le sida - une opinion répandue surtout par des spécialistes des services de santé ou travaillant sur d'autres maladies. La réalité est que le sida reste la première cause de mortalité en Afrique subsaharienne et que les budgets pour le sida sont très insuffisants, avec un nombre grandissant de malades qu'on ne peut pas traiter faute de moyens. Comme

je l'ai mentionné avant, pour la première fois de vieux problèmes comme la tuberculose et le paludisme ont enfin bénéficié de financements sérieux, grâce à la mobilisation autour du sida. En plus le sida a créé une dynamique d'intérêt pour la santé comme problème de développement, menant à une augmentation des ressources. Mais il est aussi vrai que beaucoup de problèmes de santé, comme la mortalité maternelle persistante, le diabète et les maladies cardiovasculaires, sont insuffisamment financés dans les pays émergents et en développement, même si les maladies non infectieuses sont déjà responsables de la majorité des morts prématurés en dehors de l'Afrique subsaharienne. Il s'agit donc d'élargir les moyens, pas de les réduire pour la lutte contre le sida.

Un quatrième mythe est que les programmes sida détruisent les services de santé en Afrique, qui sont chroniquement sous-financés. Cette accusation doit être prise très au sérieux, elle signifierait que les programmes sida font plus de mal que du bien. L'évidence actuelle n'appuie pas cet effet négatif, et le Fonds mondial et Pefar sont déjà parmi les plus grands bailleurs pour les services de santé en Afrique. Pourtant nous devons rester vigilants sur cette question, et évaluer plus rigoureusement l'interaction entre programmes sida et la qualité des services de santé, même si la méthodologie d'évaluation est encore faible.

Un cinquième mythe, récent, assez prévalent dans mon nouveau pays d'accueil, la Grande-Bretagne, est que tout ce qu'il faut faire pour n'importe quel problème de santé est de renforcer les systèmes de santé. Il est évident qu'un système de santé bien performant et bien financé a des bénéfices multiples. En même temps, est clair ce qui se serait passé avec les 4 millions de personnes sous traitement antirétroviral dans les pays en développement si on avait attendu jusqu'à ce que les services de santé dans ces pays aient été renforcés avant de lancer les programmes de traitement pour le VIH. La majorité de ces malades seraient morts aujourd'hui [...] En plus, la prévention du VIH se passe avant tout au niveau communautaire et on n'atteint pas les populations marginalisées avec des services de santé où elles ne sont pas les bienvenues.

Par contre l'évolution du sida vers une endémie de longue durée et vers une maladie chronique pour ceux qui ont accès au traitement n'est pas un mythe. L'espoir implicite dans les années 80 que l'épidémie du sida d'une façon ou d'une autre disparaîtrait un beau jour, ne s'est pas matérialisé, faute de vaccin et de guérison avec élimination du virus.

Les séropositifs peuvent à nouveau séjourner aux USA

LEMONDE.FR avec AFP | 04.01.10 |

Obama l'avait annoncée en octobre et la mesure est entrée en vigueur lundi 4 janvier. Les Etats-Unis ne restreignent désormais plus l'accès à leur territoire aux personnes contaminées par le virus du sida. Cette mesure avait été prise en 1987, quatre années après la découverte du virus. Jusqu'à présent, les personnes séropositives pouvaient obtenir un visa de séjour de trente jours, ce qui les empêchait toutefois d'effectuer un séjour d'études ou de travail.

Les associations de défense des droits de l'homme ainsi que le Programme commun des Nations unies sur le sida (Onusida) ont salué la levée officielle des restrictions à l'entrée aux Etats-Unis des personnes contaminées par le virus du sida. L'Onusida a félicité *"les Etats-Unis pour la mise en place de cette réglementation définitive qui lève les restrictions à l'entrée du pays, permettant à des voyageurs vivant avec le VIH d'entrer librement aux Etats-Unis à partir de ce jour"*.

L'association Immigration Equality s'est déclarée *"très satisfaite de voir enfin la fin de cette politique blessante de discrimination"*, a déclaré Victoria Neilson, sa directrice juridique. *"Se débarrasser de l'interdiction de voyager pour les personnes contaminées par le VIH était au cœur de notre mission depuis notre fondation en 1994"*, a-t-elle expliqué.

L'organisation Human Rights Campaign (HRC), qui défend les droits des homosexuels, s'est également réjouie de la mesure. *"Aujourd'hui, un triste chapitre dans la réponse de notre pays aux personnes vivant avec le VIH est enfin clos et notre pays s'en porte mieux"*, a indiqué le président d'HRC, Joe Solmonese. *"Cette politique mise en place il y a presque 20 ans n'était pas nécessaire et était inefficace"*, a-t-il ajouté dans un communiqué.

Deux homosexuels arrêtés au Malawi après un mariage symbolique

LEMONDE.FR avec AFP | 29.12.09 | 14h11

La police du Malawi a annoncé mardi 29 décembre avoir arrêté un couple d'homosexuels, inculpés d'*"attentat à la pudeur"* pour avoir organisé une cérémonie symbolique de mariage le week-end dernier, la première de ce type dans ce pays.

Les deux hommes *"comparaîtront bientôt en justice pour répondre des accusations d'attentats à la pudeur"*, a expliqué le porte-parole de la police, Davie Chingwalu. Tiwonge Chimbalanga et Steven Monjeza ont été les premiers homosexuels de ce petit pays conservateur d'Afrique australe à *"se marier"* en public lors d'une cérémonie traditionnelle samedi.

L'homosexualité est illégale au Malawi et la sodomie est passible d'une peine de 14 ans de prison. Les autorités s'adressent toutefois régulièrement à la communauté homosexuelle (qui vit cachée) pour l'appeler à participer à la lutte contre le sida.

Le Malawi, qui compte 13 millions d'habitants, est particulièrement touché par la pandémie, avec un taux de prévalence du VIH de 14 %. Plus de 20 % des homosexuels sont porteurs du virus, selon Gift Trapence, un défenseur des droits des homosexuels.

KENYA: Special tribunal for HIV-related issues



Photo: Joe Gratz/Flickr

The tribunal will handle legal cases relating to HIV

NAIROBI, 21 January 2010 (PlusNews) - The Kenyan government has created the first ever tribunal to handle legal issues relating to HIV, including discrimination against people living with HIV and protecting the confidentiality of medical records.

The new tribunal, under the office of the Attorney General, has the status of a subordinate court, with the right to summon witnesses and take evidence. It will handle issues relating to the transmission of HIV, confidentiality, testing, access to healthcare services, discriminatory acts and policies, and HIV-related research.

"Nobody can pretend that there haven't been cases of violations and abuse of people living with HIV. When an HIV-positive woman is chased from home, either by in-laws or the husband, you have a serious case of human rights abuse," said Ambrose Rachier, chairperson of the new tribunal.

"Human rights do not take leave because one is living with HIV. Our duty will be to look at these complaints within the confines of the Act that establishes the tribunal, and to act as expeditiously as we can."

Networks of people living with HIV have welcomed the formation of the new court. "Setting up the tribunal is the clearest indication by the government that it is ready to entrench the rights of people living with HIV," said Nelson Otuoma, chairperson of the Network Empowerment of People Living with AIDS.

"It is however important to let people know that the tribunal exists and further educate them on the roles and mandates of it." Those living with HIV hope the tribunal will be an effective tool in ending discrimination, and groups like Otuoma's are already compiling lists of grievances to present to it.

ko/kr/he

AFRICA: Crackdowns on gays make the closet safer

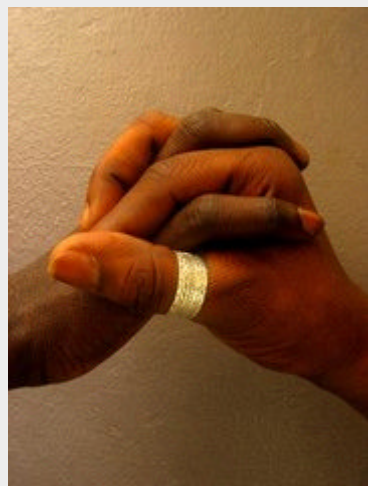


Photo: [IRIN](#)

Locked in the closet

NAIROBI, 19 January 2010 (PlusNews) - More than two-thirds of African countries have laws criminalizing homosexual acts, and despite accounting for a significant percentage of new infections in many countries, men who have sex with men tend to be left out of the HIV response.

"[They] are going underground; they are hiding themselves and continuing to fuel the epidemic," UNAIDS executive director Michél Sidibé told IRIN/PlusNews recently. "We need to make sure these vulnerable groups have the same rights everyone enjoys: access to information, care and prevention for them and their families."

IRIN/PlusNews has compiled a short list of human rights violations against gay Africans:

Malawi - On 28 December 2009, soon after a traditional engagement ceremony, Steven Monjeza and Tiwonge Chimbalanga were arrested and charged with "unnatural offenses", which carries a maximum prison term of 14 years, and "indecent practices between males", which carries five years.

The men deny that they have had sexual relations, but the state prosecutor has applied for them to be sent to hospital to prove they have had sex, which rights activists and their lawyers say would violate their constitutional right to dignity. The trial has been postponed until 25 January 2010.

Uganda - In October 2009, David Bahati, parliamentary representative of the ruling party, tabled the Anti-homosexuality Bill (2009), a private member's Bill. It proposes, among other things, the death sentence for the crime of "aggravated homosexuality" when an HIV-positive person engages in homosexual sex with someone disabled or below the age of 18.

Homosexuality is illegal in Uganda and punishable by a maximum sentence of life in prison.

AIDS advocates and human rights groups have strongly criticized the Bill as violating the privacy of gay people, and after pressure from several international leaders, President Yoweri Museveni has distanced himself from it, reducing the likelihood that it will be passed in its current form.

Nevertheless, a local tabloid, The Red Pepper, routinely releases lists of alleged Ugandan homosexuals.

Tanzania - In May 2009, a local newspaper, Ijumaa, featured a photograph of two men in bed together with the headline, "Caught Live!" A report by several gay rights groups noted that the accompanying article included derogatory and discriminatory language about men who have sex with men.

An Ijumaa reporter, accompanied by three policemen, had followed the men from the street into a private hotel, where they had invaded their room and taken the photographs that later appeared in the newspaper.

According to the International Gay and Lesbian Human Rights Commission, more than 40 gay and lesbian activists in Tanzania were arrested on charges of debauchery in 2009.

Burundi - In April 2009, President Pierre Nkurunziza signed into law a bill criminalizing homosexuality for the first time in Burundi's history. Anyone found guilty of engaging in homosexual activity faces imprisonment for two to three years and a fine of up to US\$80.

Paradoxically, other articles in the same legislation take steps to protect human rights, including abolition of the death penalty and the outlawing of torture, genocide, war crimes and crimes against humanity.

Senegal - In December 2008, the Senegalese government arrested nine men involved in providing HIV prevention, care and treatment services to the country's lesbian, gay, bisexual and transgender community.

The men were later sentenced to eight years in prison on charges of "membership of a criminal organization and engaging in acts against the order of nature", but in April 2009 an appeals court overturned this verdict.

Arrests for homosexual activity are not uncommon in Senegal; in August 2008 two men were arrested at their home in Dakar and charged with "homosexual marriage" and acts against the order of nature. According to rights groups, a total of 30 men were arrested on charges of homosexuality in 2009.

Egypt - In May 2008, a court in the Egyptian capital, Cairo, convicted five HIV-positive men of "habitual practice of debauchery", a phrase that encompasses consensual sexual acts between men.

The convictions were part of a crackdown on people living with HIV/AIDS, during which 12 men suspected of being HIV-positive were arrested; while in custody, they were subjected to HIV tests and anal examinations to determine whether they had had sex with other men. Earlier in the crackdown, in January 2008, four HIV-positive men sentenced to one-year prison terms for debauchery.

Gambia - In May 2008, Gambian President Yahya Jammeh gave gay people 24 hours' notice to leave the country. He promised stricter laws on homosexuality than in Iran, and threatened to behead any gay people discovered in the country.

Jammeh's statements were thought to have been in response to a number of Senegalese gay men fleeing across the border into Gambia to escape persecution in their own country.

South Africa - In April 2008, Eudy Simelane, the openly gay star of South Africa's Banyana Banyana national female football squad, was found murdered in a park on the outskirts of Johannesburg. She had been gang-raped and brutally beaten before being stabbed to death.

Rights groups said the attack was likely to have been an incident of "corrective rape", in which men rape lesbian women on the pretext of trying to "cure" them of their sexual orientation.

Since then there has been a spate of similar attacks on lesbian women in the country, but few ever reach the courts. According to a 2009 report by the NGO, ActionAid, there have been 31 recorded murders of lesbian women since 1998, with just three cases reaching the courts, and only one conviction.

Cameroon - In January 2008, a Cameroonian court sentenced three men accused of homosexuality to six months' hard labour. Homosexual acts are punishable by up to five years in prison, and gay men are routinely imprisoned.

Although the penal code does not give the state the power to arraign someone unless the person was caught in flagrante delicto, rights groups say people suspected of being gay are often arrested in public restaurants and bars.

Nigeria - In August 2007, 18 men - all allegedly cross-dressers - were arrested in Bauchi State, a predominantly Muslim state in the north of the country; they were charged with sodomy, the charges were later changed to vagrancy or idleness. The men were eventually freed on bail, but in March 2009 the case was still pending.

kr/kn/he

«Connaissez-vous quelqu'un de séropositif? Réfléchissez bien», suggère l'ONG libanaise Think Positive

BEYROUTH, par Nada Akl | iloubnan.info - Le 01 décembre 2009

Le 1er décembre, c'est la journée mondiale de lutte contre le SIDA. Plus de 1172 personnes au Liban sont infectés par le VIH. Elles sont très souvent marginalisées par la société. L'ONG Think Positive se penche sur cette réalité et cherche à faire bouger les mentalités.

"Que feriez-vous si vous appreniez qu'un ami, un parent ou un collègue de travail a été infecté par le VIH?" Dans un sondage effectué récemment au Liban par l'ONG Think Positive, 4,6% des personnes interrogées affirment qu'ils éviteraient autant que possible tout contact avec la personne malade. 11,3% estiment que du virus est en fait une forme de punition divine.

Brandissant le slogan "Réfléchissez positivement. Réfléchissez encore", l'ONG "Think positive" a installé un stand à la é sportive, à l'endroit même où l'on célébrait le mois dernier le 85ème anniversaire de la fondation de la Résistance patriotique libanaise. Leur objectif : lancer une enquête pour en savoir plus sur les connaissances et la perception qu'ont les gens au Liban concernant le virus de l'immunodéficience humaine (VIH). Sur les 353 participants qui ont rempli les questionnaires, 44 (12,5%) avaient déjà rencontré une personne vivant avec le VIH / SIDA.

La première réponse à la question fut « un choc » pour 6% d'entre eux, « la peur » pour 7,3%, ou bien une simple acceptation de la personne malade pour 46,3%. En réponse à une autre question, 72,1% ont dit qu'ils préféreraient que les personnes vivant avec le VIH/sida fassent publiquement état de leur séropositivité. Chose difficile pour les personnes infectées, partout dans le monde et au Liban notamment où les personnes porteuses du virus ont souvent à faire face à la stigmatisation traumatisante de la part de la société: rejet social, perte d'emploi, marginalisation.

La lutte contre la marginalisation, c'est l'un des objectifs majeurs de Think Positive. Cette ONG fondée tout récemment est la seule association dans la région MENA ayant été créée par des personnes vivant elles-mêmes avec VIH (PVVIH, pour Personnes vivant avec le VIH). Avec une approche directe en favorisant l'éducation, l'expression de soi et le dialogue, l'association cherche à «éliminer l'ignorance, renforcer la sensibilisation, détruire les privations et la phobie dont sont victimes les personnes vivant avec le VIH / sida, et combattre la stigmatisation et la discrimination qui touchent les PVVIH et les populations les plus à risque (PPAR), y compris selon l'ONG "les hommes ayant des rapports sexuels avec de s hommes", ainsi que "les travailleurs du sexe, les utilisateurs de drogues injectables et les étrangers qui travaillent comme domestiques".

Il ya plus de 33 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde d'aujourd'hui. Selon Think Positive, le cumul du nombre d'infections déclarées au Liban dépasse les 1172 cas comme en 2008. L'acceptation et l'intégration dans la société passe par la diffusion des connaissances sur le virus, estime l'ONG, qui veut montrer que les gens peuvent continuer à vivre avec le VIH. Dans l'enquête menée par Think positive, les personnes ont été interrogées sur les campagnes de sensibilisation au Liban concernant le VIH /SIDA. 94,8% ont estimé que les campagnes étaient insuffisantes.